

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU 29/01/2016

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

N° E16000021 /31

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

VU enregistrée le 28/01/16, la lettre par laquelle M. le directeur départemental des territoires de l'Ariège demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la demande, présentée par le S.M.D.E.A. de l'Ariège, de déclaration d'utilité publique en vue de l'instauration des servitudes de passage de canalisation avec enquête conjointe relative à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau dans le cadre de son projet de réalisation de travaux coordonnés dans le lit et en berge du Salat sur la commune de Seix ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.214-1 et suivants ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté de délégation du 1er septembre 2015 du président du tribunal administratif de Toulouse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Paul LEFEVRE est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

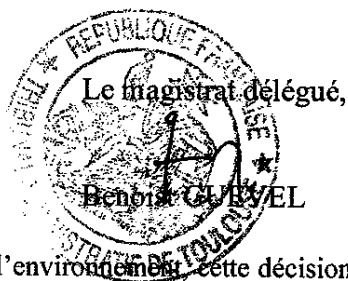
ARTICLE 2 : Monsieur Laurent BAUER est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : M. le Président du SMDEA (ARIEGE) versera dans le délai de 15 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 800 euros.

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 5 : La présente décision sera notifiée à M. le directeur départemental des territoires de l'Ariège, à Monsieur Paul LEFEVRE, à Monsieur Laurent BAUER et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Toulouse, le 29/01/2016



Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.